



16/05/2023

Les retraites ?

Une question volontairement mal posée

Lucien Lemaire

Table des matières

0

Abstract.....	3
Mots-clés	3
Les retraites au-delà du néolibéralisme : vers un nouveau contrat social.....	4
Introduction	4
I. L'imaginaire néolibéral : une prison conceptuelle	4
L'hétéronomie de nos sociétés.....	4
Les significations imaginaires du néolibéralisme	5
L'individualisme ontologique comme matrice.	5
L'efficacité marchande comme valeur suprême.....	6
La domination du temps marchand	6
Le déploiement bureaucratique total	6
L'autonomisation du système économique	7
II. Les limites de l'approche néolibérale des retraites	7
La financiarisation du vieillissement.....	7
L'obsession de la rentabilité	8
L'impasse démocratique	8
III. Vers une refondation démocratique : retrouver l'autonomie collective	9
Briser l'imaginaire néolibéral	9
Retrouver une vision partagée par la délibération collective	9
L'auto-institution permanente de la société.....	10
Réinventer la démocratie directe.....	10
IV. Pistes pour un nouveau modèle : de l'hétéronomie à l'autonomie.....	11
Sortir de la logique bureaucratique	11
L'inconditionnalité comme rupture anthropologique.....	11

La réduction collective du temps de travail comme choix de civilisation	11
Redéfinir la valeur et la richesse	12
Vers l'autogestion bien tempérée : la piste des coopératives auto-constituées.....	12
L'allocation personnelle comme passerelle vers l'autonomie	12
Le mécanisme des coopératives auto-constituées.....	13
Dépasser la logique d'assistance	13
L'auto-institution par la pratique.....	14
Repolitiser la question des retraites pour retrouver notre pouvoir créateur	14
L'urgence de la rupture imaginaire.....	15
De la critique à la création	15
L'autonomie comme projet politique	15
Bibliographie.....	17

Abstract

Cet article analyse la crise contemporaine des retraites comme révélatrice de l'épuisement du modèle néolibéral et de l'impossibilité de résoudre durablement cette question sans une remise en cause systémique. En s'appuyant sur la pensée de Cornelius Castoriadis, nous montrons comment nos sociétés sont devenues hétéronomes, prisonnières d'un "imaginaire social" néolibéral qui les prive de leur capacité d'auto-institution. L'article propose une refondation démocratique passant par la reconquête de l'autonomie collective et l'invention de nouvelles formes d'organisation sociale. La proposition d'Alain Leroux d'allocation à des coopératives auto-constituées est présentée comme un "chaînon manquant" permettant d'articuler volontés individuelles et construction collective. Cette approche transforme la question des retraites d'un problème technique en un terrain privilégié d'auto-crédation sociale et de démocratie vivante.

Mots-clés

Retraites -- Néolibéralisme -- Autonomie -- Hétéronomie -- Imaginaire social -- Auto-institution -- Démocratie directe -- Autogestion -- Allocation personnelle -- Coopératives -- Castoriadis -- Leroux -- Protection sociale -- Solidarité intergénérationnelle

Les retraites au-delà du néolibéralisme : vers un nouveau contrat social

Introduction

La question des retraites cristallise aujourd'hui les tensions profondes de nos sociétés occidentales. Réforme après réforme, les débats se focalisent sur des ajustements techniques : âge de départ, montant des pensions, équilibre des comptes. Pourtant, cette approche purement comptable masque une réalité plus fondamentale : l'impossibilité de résoudre durablement la question des retraites sans questionner le modèle néolibéral qui structure nos économies depuis quarante ans.

Cet article défend la thèse que la crise des retraites n'est pas qu'une question démographique ou financière, mais révèle l'épuisement d'un modèle de société. Pour la résoudre, il nous faut retrouver une vision partagée de ce que nous voulons être collectivement et réinventer les modalités d'un pilotage démocratique de nos choix de société.

Pour comprendre cette impasse, il nous faut analyser avec Cornelius Castoriadis comment nos sociétés sont devenues prisonnières d'un imaginaire social qui les prive de leur capacité d'auto-institution. La question des retraites devient alors un révélateur de notre perte d'autonomie collective et un terrain privilégié pour la reconquérir.

I. L'imaginaire néolibéral : une prison conceptuelle

L'hétéronomie de nos sociétés

Cornelius Castoriadis distingue les sociétés **autonomes**, capables de s'auto-instituer en questionnant leurs propres lois et institutions, des sociétés **hétéronomes**, qui subissent leurs institutions comme des fatalités externes (Dieu, le marché...). Nos sociétés contemporaines, malgré leurs prétentions démocratiques, sont devenues profondément hétéronomes : elles se vivent comme soumises à des "lois" économiques naturelles qu'elles ne peuvent questionner.

La question des retraites illustre parfaitement cette hétéronomie. Les réformes sont présentées comme des adaptations nécessaires à des contraintes démographiques et économiques "objectives". Cette rhétorique de la contrainte masque un choix politique fondamental : celui de soumettre l'organisation sociale aux impératifs du marché plutôt que l'inverse.

Le sabotage par Macron des corps intermédiaire, en disqualifiant Laurent Berger, par exemple, en est un exemple les plus absurdes.

Les significations imaginaires du néolibéralisme

Castoriadis montre que toute société se constitue autour de **significations imaginaires sociales** qui donnent sens aux institutions et aux comportements. Notre époque contemporaine s'est structurée autour de ce que Heidegger appelait l'ère de la **Technique** - non pas la technologie en tant que telle, mais une manière de concevoir le monde comme stock de ressources inépuisable à disposition de la volonté de maîtrise des hommes.

Cette représentation imaginaire fondamentale génère un système cohérent de significations qui structure notre rapport aux retraites :

L'individualisme ontologique comme matrice.

L'ère de la technique se fonde sur quelques représentations imaginaires non questionnées :

- **L'économie de marché (le marché hypostasié)** comme référence absolue.
- **La rationalité, l'efficacité économique, la rentabilité** comme seul objectif.
- **La domination culturelle totalitaire de la science (tout au moins une certaine conception de la science !) et de la technique.**
- **L'omniprésence de la gestion et la réification récupératrice de tout ce qui est proprement humain.**
- **Le déploiement bureaucratique des processus et des procédures qui les accompagnent.**

Le néolibéralisme repose sur l'idée que **"il n'y a pas de société, il n'y a que des individus"** (Thatcher): l'homme est une monade dont l'enjeu est la compétition économique sur **Le « marché »** comme unique terrain de jeu.

Dans ce monde libéral parfait , Cela a des conséquences à l'horizon :

- **La question des retraites devient une question individuelle** : chacun doit "constituer son patrimoine retraite", évacuant l'idée de solidarité collective et de contrat social intergénérationnel
- **La question de la solidarité est évacuée et les corps intermédiaires délégitimés** : les problèmes sociaux viennent des "mauvais choix" individuels plutôt que de dysfonctionnements systémiques
- **Dans ces conditions la capitalisation est l'unique solution** : la retraite devient un patrimoine personnel à constituer plutôt qu'un droit social à organiser collectivement

L'efficacité marchande comme valeur suprême

L'imaginaire technique impose la **rationalité économique** comme unique critère de vérité :

- Toute institution sociale doit être "efficace" au sens comptable du terme
- **La retraite devient un "coût" à optimiser** plutôt qu'une finalité sociale à organiser collectivement
- **Le calculable devient l'unique critère de vérité** dans l'évaluation des politiques sociales

La domination du temps marchand

Cette logique impose une **temporalité unique** qui dévitalise les autres rythmes sociaux

- Seul le temps productif, le travail salarié démonétisé ou idéalement uberisé, est favorisé
- **Le temps de la retraite** est perçu comme improductif, **un temps mort**, qu'il faut réduire au minimum
- **L'accélération marchande (la course à la productivité) s'impose** contre les temporalités naturelles de l'existence humaine

Le déploiement bureaucratique total

L'empire du management organise le **nivellement des cultures** au profit du marché généralisé et cela passe, paradoxalement, par une main mise de la bureaucratie (Barbara Stiegler). Les noces d'Hayek et de Pinochet en sont un symptôme im-monde.

- **L'omniprésence de la gestion** et la réification de tout ce qui est proprement humain
- **Le déploiement bureaucratique des processus** sur fond d'optimisation substitue la procédure au jugement
- **Les tactiques d'influence et de pouvoir** prennent le pas sur la vision collective

Ces significations imaginaires se sont imposées avec une force telle qu'elles semblent naturelles, créant ce que nous pourrions appeler une **hétéronomie douce** : nous nous soumettons "librement" à des contraintes que nous avons intériorisées comme évidences.

La question des retraites est entièrement capturée par ces significations imaginaires, qui rendent impensables d'autres approches de la solidarité intergénérationnelle et du vieillissement social.

L'autonomisation du système économique

Castoriadis analyse le capitalisme comme un système qui tend vers l'**autonomisation** : il devient une fin en soi, déconnecté des besoins humains réels. Le système économique n'est plus au service de la société, c'est la société qui doit s'adapter aux exigences du système.

Cette logique transparaît clairement dans les réformes des retraites : il ne s'agit plus de définir collectivement quel niveau de vie nous voulons garantir à nos aînés, mais d'adapter les retraites aux contraintes de "compétitivité" économique. L'humain devient variable d'ajustement d'un système économique autonomisé.

II. Les limites de l'approche néolibérale des retraites

Ces limites structurelles révèlent l'impossibilité de résoudre la question des retraites sans retrouver ce que Castoriadis nomme l'autonomie collective - la capacité d'une société à se donner consciemment ses propres lois.

La financiarisation du vieillissement

Le modèle néolibéral a progressivement transformé la retraite d'un droit social en produit financier. La multiplication des fonds de pension privés avec leur puissance de pression sur l'économie et les gouvernements, l'individualisation des parcours

professionnels et la logique de capitalisation ont fait du vieillissement une "opportunité de marché" plutôt qu'un enjeu de solidarité collective.

Cette approche, obsession du monde économique, génère trois problèmes majeurs :

L'accroissement des inégalités : les retraites par capitalisation reproduisent et amplifient les inégalités de revenus durant la vie active. Les plus aisés bénéficient de rendements supérieurs tandis que les carrières précaires débouchent sur des retraites de misère.

La volatilité financière : soumettre les pensions aux aléas des marchés financiers expose les retraités aux crises spéculatives, comme l'ont montré les krachs de 2008 ou la crise Covid.

La perte de sens collectif : en individualisant la responsabilité de la retraite, on détruit , l'idée même de contrat intergénérationnel et de solidarité sociale : c'est bien là le projet du néo libéralisme avec le soutien culturel des libertariens,

L'obsession de la rentabilité

La logique néolibérale appliquée aux retraites impose une vision purement comptable : il s'agit d'optimiser les "coûts" du vieillissement pour maintenir la "compétitivité" économique. Cette approche ignore fondamentalement la question du sens et de la finalité d'une société.

Pourquoi travaillons-nous ? Quelle valeur accordons-nous au temps libre, à l'expérience des aînés, à la transmission ? Ces questions essentielles sont évacuées au profit d'un calcul actuariel qui traite les humains comme des variables d'ajustement.

L'impasse démocratique

Les réformes des retraites sont généralement imposées "par le haut", au nom de contraintes présentées comme incontournables. Les citoyens sont réduits au rôle de spectateurs d'arbitrages techniques qu'ils ne maîtrisent pas. Cette confiscation du débat démocratique nourrit la défiance et rend impossible l'émergence d'un consensus social durable.

III. Vers une refondation démocratique : retrouver l'autonomie collective

Briser l'imaginaire néolibéral

La première étape vers l'autonomie consiste à **élucider** les significations imaginaires qui nous dominent pour les remettre en question. Appliqué aux retraites, cela signifie déconstruire les évidences néolibérales :

Questionner le sens du travail pour réviser et étendre nos activités

Relativiser l'impératif de compétitivité : la "compétitivité" n'est pas une loi naturelle mais un choix politique. D'autres sociétés privilégient la coopération, la durabilité, le bien-être collectif.

Repenser la temporalité sociale : plutôt que de subir l'accélération du temps marchand, nous pouvons choisir collectivement nos rythmes de vie, nos transitions entre activité et repos.

Retrouver une vision partagée par la délibération collective

Castoriadis insiste sur l'importance de la **délibération collective effective** pour qu'une société puisse s'auto-instituer. Contrairement à la démocratie représentative classique, il s'agit de créer des espaces où les citoyens peuvent véritablement participer à l'élaboration des choix collectifs.

Pour les retraites, cela implique de sortir du faux débat technique pour rouvrir les questions fondamentales :

Quelle place pour le travail dans nos vies ? Dans une société de plus en plus automatisée, faut-il maintenir l'idéologie du "plein emploi" ou repenser la répartition du temps entre travail, formation, engagement civique et loisir ?

Comment valoriser l'expérience et la sagesse ? Les seniors représentent un formidable réservoir de savoirs et d'expérience. Comment organiser la transmission intergénérationnelle plutôt que de considérer le vieillissement comme un "fardeau" ?

Quelle solidarité intergénérationnelle voulons-nous ? Au-delà du seul financement des pensions, comment construire des liens durables entre générations ? Habitat intergénérationnel, mentorat, universités du temps libre...

L'auto-institution permanente de la société

Pour Castoriadis, l'autonomie n'est pas un état mais un processus permanent d'**auto-institution** de la société. Appliqué aux retraites, cela signifie créer des institutions démocratiques permanentes qui permettent de revisiter régulièrement nos choix collectifs :

Assemblées citoyennes délibératives permanentes : à l'image des conventions citoyennes sur le climat, mais institutionnalisées et permanentes, pour permettre un débat continu sur l'évolution de notre système de retraites comme rouage d'un système social global.

Conseils de quartier et assemblées territoriales : adapter les solutions aux spécificités locales plutôt que d'imposer un modèle unique. Certains territoires peuvent privilégier l'habitat intergénérationnel, d'autres le maintien à domicile, d'autres encore de nouvelles formes de vie collective.

Budgets participatifs étendus : permettre aux citoyens de participer directement aux arbitrages budgétaires concernant la protection sociale, en leur donnant accès à toute l'information nécessaire pour des choix éclairés.

Réinventer la démocratie directe

Castoriadis prône une **démocratie directe** où les citoyens ne se contentent pas d'élire des représentants mais participent effectivement aux décisions qui les concernent. Pour les retraites, cela pourrait prendre plusieurs formes :

Rotation des responsabilités : plutôt que de confier la gestion des retraites à une bureaucratie spécialisée, organiser une rotation des citoyens dans les instances de pilotage, avec formation et accompagnement.

Mandats électifs et révocables : les représentants dans les instances de gestion seraient mandatés par les assemblées citoyennes et révocables à tout moment.

Transparence totale : toutes les données, tous les arbitrages, tous les débats seraient publics et accessibles, permettant un contrôle démocratique effectif.

IV. Pistes pour un nouveau modèle : de l'hétéronomie à l'autonomie

Sortir de la logique bureaucratique

Castoriadis critique aussi bien la bureaucratie capitaliste que la bureaucratie d'État comme formes d'**aliénation** qui dépossèdent les individus de leur capacité d'action collective. Le système actuel des retraites, qu'il soit public ou privé, reproduit cette logique bureaucratique : des experts décident pour des usagers passifs.

Un modèle autonome supposerait de **socialiser** véritablement la gestion des retraites, c'est-à-dire de la confier aux premiers concernés organisés collectivement. Cela pourrait prendre la forme de caisses autogérées par les citoyens eux-mêmes, avec rotation des responsabilités et contrôle démocratique permanent.

L'inconditionnalité comme rupture anthropologique

Plutôt que de conditionner la retraite à des critères d'âge ou de cotisation de plus en plus complexes, on pourrait s'orienter vers une **allocation universelle** (cf. plus loin les propositions d'Alain Leroux). Cette approche constitue une rupture avec l'imaginaire néolibéral car elle découple le droit à l'existence du travail productif.

Castoriadis souligne que l'autonomie suppose de pouvoir **choisir sa propre loi**. Une allocation inconditionnelle permettrait aux individus de choisir réellement leur rapport au travail, à l'activité, au temps libre, sans contrainte de survie économique.

Cette allocation serait complétée par des dispositifs spécifiques selon les parcours et les choix de vie, mais l'essentiel serait garanti à tous, incarnant ainsi une solidarité effective.

La réduction collective du temps de travail comme choix de civilisation

Face aux gains de productivité, Castoriadis pose la question : **que voulons-nous faire de notre temps libéré ?** La logique capitaliste impose de transformer ces gains en profits ou en consommation supplémentaire. Une société autonome pourrait choisir collectivement de privilégier la réduction du temps de travail, ou plutôt **une modulation du temps de travail**.

Cette réduction permettrait :

- De créer des emplois en partageant le travail disponible

- D'améliorer la qualité de vie en libérant du temps pour d'autres activités
- De faciliter les transitions progressives vers l'inactivité
- De financer la solidarité intergénérationnelle par une meilleure répartition des richesses

Redéfinir la valeur et la richesse

Castoriadis critique la **pseudo-rationalité** capitaliste qui réduit toute valeur à sa dimension marchande. Un nouveau modèle de retraites suppose de redéfinir collectivement ce que nous considérons comme « valeurs » :

Reconnaître et rémunérer toutes les formes de contribution sociale : éducation des enfants, soin aux proches, engagement associatif, création artistique, préservation de l'environnement... Cette approche élargie du "travail" permettrait de sortir de la logique purement marchande.

Valoriser l'expérience et la transmission : plutôt que de considérer les retraités comme économiquement "improductifs", créer des dispositifs qui valorisent leur contribution à la formation des plus jeunes, à la mémoire collective, à l'innovation sociale.

Privilégier le bien-être collectif sur l'accumulation : mesurer la réussite d'une société non plus au PIB mais à des indicateurs de bien-être, de cohésion sociale, de durabilité environnementale.

Vers l'autogestion bien tempérée : la piste des coopératives auto-constituées

Castoriadis prône l'**autogestion** comme forme d'organisation sociale permettant l'autonomie collective. Dans cette perspective, la proposition innovante **d'Alain Leroux, économiste du GREQAM et philosophe de l'économie**, offre une piste particulièrement intéressante pour articuler volontés individuelles et construction collective.

L'allocation personnelle comme passerelle vers l'autonomie

Leroux propose de remplacer la "mosaïque d'allocations multiples" par une allocation personnelle unique, gérée par des "mutuelles de redistribution" qui transforment "la générosité individuelle en un potentiel de solidarité". Mais au-delà de cette première

formulation, ses travaux plus récents explorent l'idée d'allocation à des coopératives auto-constituées, sous la seule contrainte de développer un projet collectif.

Ne dites pas que c'est utopique, les amish le font de manière remarquablement efficace pour leur système de protection sociale.

Cette approche constitue un véritable **chaînon manquant entre l'autonomie individuelle chère au libéralisme et l'autonomie collective** défendue par Castoriadis. Elle permet de sortir de la fausse alternative entre individualisme et étatismes en créant des espaces intermédiaires d'auto-organisation.

Le mécanisme des coopératives auto-constituées

Contrairement aux allocations traditionnelles versées à des individus isolés, cette proposition consisterait à allouer des ressources à des groupes de citoyens qui s'associent librement pour développer un projet collectif. Les seules contraintes seraient :

- La libre association des membres (sortie de l'hétéronomie)
- L'existence d'un projet collectif explicite (création de sens partagé)
- La transparence démocratique dans la gestion (autonomie de fonctionnement)

Ces coopératives pourraient porter des projets très divers : habitat intergénérationnel, jardins partagés, ateliers de transmission de savoir-faire, services de proximité, création artistique collective, innovations écologiques...

Dépasser la logique d'assistance

Cette approche révolutionne la conception même de la solidarité. Plutôt que de "verser des prestations" à des bénéficiaires passifs, il s'agit de financer des projets collectifs créateurs de lien social et de valeur commune. Les "assistés" deviennent acteurs de leur propre émancipation et contributeurs à l'émancipation collective.

Pour les retraites, cela pourrait prendre la forme de coopératives intergénérationnelles où seniors et plus jeunes s'associent autour de projets communs : transmission de métiers artisanaux, création de lieux de vie alternatifs, développement de services mutualisés, innovation sociale... L'allocation financerait ces projets plutôt que de simples pensions individuelles.

L'auto-institution par la pratique

Cette démarche incarne concrètement ce que Castoriadis appelle l'**auto-institution** : des groupes humains qui créent eux-mêmes leurs règles de fonctionnement, leurs objectifs, leurs modalités d'organisation. L'État ne définit plus les besoins et les réponses, il se contente de financer la créativité sociale.

Cette approche permet aussi de sortir de l'opposition stérile entre travail et non-travail. Dans ces coopératives, les retraités ne seraient plus des "improductifs" mais des contributeurs à des projets collectifs valorisés socialement et économiquement.

Appliquée aux retraites, cette approche pourrait conduire à :

Des coopératives de vie intergénérationnelles : associations libres de citoyens de tous âges organisant ensemble habitat, services, activités, avec une allocation collective plutôt que des pensions individuelles.

Des projets de transmission active : coopératives où seniors et juniors s'associent pour transmettre savoirs artisanaux, mémoire locale, innovations techniques, avec financement de l'activité collective.

Une économie sociale et solidaire amplifiée : développement d'un tiers-secteur coopératif, ni marchand ni étatique, où les retraités participent comme contributeurs actifs plutôt que comme simples consommateurs de services.

Repolitiser la question des retraites pour retrouver notre pouvoir créateur

Comme nous l'avons écrit plus haut, la crise des retraites n'est pas une fatalité démographique mais le symptôme d'un modèle de société à bout de souffle. Elle révèle ce que Castoriadis appelle la **crise de la société occidentale** : notre incapacité à nous penser comme créateurs de nos propres institutions.

Résoudre cette crise suppose de dépasser l'approche technocratique néolibérale pour retrouver ce que Castoriadis nomme la **praxis** : l'activité consciente et délibérée par laquelle une société se transforme elle-même. La question des retraites devient alors un terrain privilégié d'**autocréation sociale**.

L'urgence de la rupture imaginaire

Castoriadis nous rappelle que **"la révolution sera la création d'un imaginaire social radicalement nouveau, ou elle ne sera pas"**. Appliqué aux retraites, cela signifie qu'aucune réforme technique ne suffira sans une transformation profonde de nos représentations collectives.

Il nous faut inventer de nouvelles significations imaginaires sociales : la solidarité intergénérationnelle comme richesse collective, le temps libre comme espace de création et de lien social, l'expérience comme patrimoine commun à transmettre. Cette révolution imaginaire est la condition de toute transformation réelle.

De la critique à la création

Castoriadis distingue la **critique**, qui révèle les contradictions du système existant, de la **création**, qui invente du nouveau. Notre analyse critique du néolibéralisme doit déboucher sur un travail de création collective : inventer concrètement les institutions d'une société autonome en s'appuyant sur des expériences locales concrètes éventuellement modélisantes.

Les assemblées citoyennes, les caisses autogérées, les nouveaux modes de vie intergénérationnels ne sont pas de simples techniques de gestion alternative. Ils constituent des **germes d'autonomie** qui préfigurent une société où les individus redeviennent créateurs de leurs conditions d'existence.

L'autonomie comme projet politique

Pour Castoriadis, l'autonomie n'est jamais acquise définitivement mais constitue un **projet politique permanent**. Une société autonome est celle qui questionne continuellement ses institutions et ses choix, qui se maintient ouverte à sa propre transformation.

Repenser les retraites dans cette perspective, c'est créer les conditions d'une **démocratie vivante** où chaque génération peut reprendre à nouveaux frais les questions fondamentales : comment voulons-nous vivre ensemble ? Quelle place accordons-nous au travail, au repos, à la création ? Comment organiser la solidarité entre générations ?

La route est longue, mais l'alternative est claire : continuer à subir des réformes imposées par la logique hétéronome du marché, ou reprendre collectivement notre

pouvoir instituant. Comme le rappelait Castoriadis, "**nous ne sommes pas condamnés à la répétition**". L'invention d'un nouveau modèle de retraites peut devenir le laboratoire d'une société enfin autonome. Le choix nous appartient, et c'est précisément cela qui fait de nous des êtres humains.

Bibliographie

Cornelius Castoriadis - Essentiels

- *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975
- *Les Carrefours du labyrinthe I*, Paris, Seuil, 1978
- *La Montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996
- *Fait et à faire. Les carrefours du labyrinthe V*, Paris, Seuil, 1997

Alain Leroux - Textes principaux

- *Éliminer la pauvreté en France – avec l'allocation personnelle*, Paris, Economica, 2004
- *Une société à vivre – Refonder le personnalisme*, Paris, PUF, 1999
- *La philosophie économique* (avec A. Marciano), Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1998

Sur Castoriadis

- **Caumières, Philippe**, *Castoriadis. Le projet d'autonomie*, Paris, Michalon, 2007
- **Climate, Gérard**, *Castoriadis et la question de l'histoire*, Lyon, PUL, 2003

Thèse de référence

- **Swaton, Sophie**, *Allocation universelle et allocation personnelle : comparaison économique et fondements philosophiques*, Thèse dirigée par A. Leroux, Aix-Marseille, 2005

Revue spécialisée

- *Revue de Philosophie Économique*, fondée et dirigée par Alain Leroux (à partir de 2000)